

**Prix 5 cent.—Ce journal paraît provisoirement de 2 jours l'un.**  
N° 2  
SAMEDI 4, MARS 1848.

LES

# DROITS DE L'HOMME.

Rue de la Harpe 92.

Liberté, Égalité, Fraternité, Association, Alliance des Peuples.

— Ceux qui entravent la liberté de tout dire sont ordinairement ceux qui veulent se réserver la liberté de tout faire.

UN CONVENTIONNEL.

— Un des journalistes les plus vénérés et les plus populaires de notre première révolution, LOUSTALOT avait coutume de dire. « Quand bien même toutes nos libertés succumbraient, je ne désespérerais point du salut public, s'il nous restait celle de la parole et de la presse. »

Nous soumettons à la discussion publique le projet suivant, qui nous paraît de nature à accélérer la solution du problème industriel et social.

## BANQUE DU TRAVAIL.

Art. 1<sup>er</sup>. Il est établi à Paris une banque de travail. Le fonds capital sera formé, soit par l'ensemble des moyens ci-après, soit par une partie de ces moyens :

1° L'Etat versera en numéraire dans les caisses de la banque ..... millions de francs ;

2° Il mobilisera tout ou partie de ses domaines, et versera aux caisses de la banque les mandats hypothécaires qui seront le produit de cette mobilisation ;

3° Il garantira sur une partie de l'impôt foncier l'ensemble des opérations de la banque ;

4° La banque émettra ..... actions de ..... de francs chacune. Ces actions pourront être versées, partie en numéraire, partie en titres de crédit reconnus valables.

Art. 2. L'objet de la banque est d'assurer la continuité, la liberté et le perfectionnement du travail, en admettant aux avantages du crédit celui qui ne possède que ses bras, le prolétaire.

Art. 3. La banque divise ses opérations en trois ordres de crédits. L'ordre n° 1 concerne les matières premières du travail ; l'ordre n° 2 concerne les outils et instruments utiles ; l'ordre n° 3 comprend les frais généraux de nourriture, de logement, de vêtement, d'ameublement, etc.

Art. 4. Le maximum de chaque crédit est déterminé selon les professions, les temps, les lieux, les circonstances et aussi selon le degré de confiance qu'inspire la personne créditée.

Art. 5. Il sera ouvert des crédits de l'ordre n° 1 et de l'ordre n° 2 à tout ouvrier, à tout cultivateur contre lesquels ils n'existera aucune preuve d'improbité ou d'incapacité radicale (1).

Art. 6. A l'égard du crédit de l'ordre n° 3, il sera exigé des garanties morales positives.

Art. 7. La banque délivrera aux personnes créditées des obligations portant ce titre : Mandats hypothécaires du travail.

8. Tous mandats seront payables à six mois de date ; ils ne porteront aucun intérêt ; ils seront transmissibles par voie d'endossement.

Tout transfert indiquera sommairement la nature des fournitures qui y auront donné lieu.

Art. 9. La banque se réserve le droit de soumettre à son visa tout acte de transfert.

Art. 10. La banque se réserve le droit de faire estampiller de son sceau les outils et instruments qu'elle aurait crédités.

Art. 11. Il est de condition expresse que tous les mandats délivrés par la banque aux crédits n° 1 et n° 2 seront employés à l'achat de matières, instruments et outils utiles à l'exercice de la profession de l'emprunteur.

En conséquence, les dits mandats, ou leurs provenances, seront considérés comme des FIDÉI-COMMIS.

Art. 12. La banque se remboursera de toutes ses avances, par ses mains, en opérant la vente des marchandises et valeurs quelconques qui auraient été produites à l'aide de son crédit ..... Ces produits seront vendus par l'intermédiaire de la banque, soit dans ses propres magasins, soit partout où elle jugera avantageux de les transporter.

Art. 14. Il est réservé à l'emprunteur la faculté de se libérer en numéraire. Dans ce cas, il pourrait disposer pleinement de ses produits.

Il en pourrait disposer également, dès qu'il aurait livré à la banque une quantité suffisante de produits pour le couvrir entièrement de ses prêts, intérêts, primes d'assurances, droits de vente et tous autres dus et éventualités.

Art. 15. Il sera, pour intérêts et assurances des sommes prêtées, perçu des primes, dont le montant sera fixé par un tarif.

Art. 16. Les marchandises dont il est parlé dans l'art. 12 seront déposées dans les magasins de la banque et vendues par ses agents, pour le compte du producteur.

Art. 17. Le prix de vente de chaque objet sera fixé par des experts-jurés présentés par la banque à la nomination du gouvernement.

La banque percevra un droit fixe sur chaque objet vendu.

Art. 18. A l'effet de faire jouir des avantages du crédit les industriels dont les productions ne sont pas de nature à être entreposées, telles que la maçonnerie, la charpente, etc., la banque arrête les dispositions suivantes :

Art. 19. Equivaudront à des dépôts mobiliers tous transferts de polices, contrats, etc., par lesquels il sera démontré que l'emprunteur a des droits solides sur des bâtiments déjà construits ou en cours de construction.

Art. 20. Lorsqu'un dépôt aura été vendu, le prix en sera versé par l'acheteur directement à la caisse de la banque.

Art. 21. La banque dressera un bordereau de toutes les sommes dues sur chaque dépôt pour mandats, avances, primes d'assurance, droits de vente, etc. Le total de ce bordereau prélevé, elle avisera aussitôt le déposant qu'elle tient l'excédant à sa disposition.

Art. 22. Si la livraison dont il est question n'a pas été faite dans le délai fixé, la banque aura le droit de se saisir, à titre de revendication, soit des matières non manufacturées, soit des produits de l'emprunteur, lequel demeurera, en outre, passible de tous dommages-intérêts et frais qui résulteront de l'inexécution du présent.

Art. 23. L'emprunteur fera transporter aux lieux désignés par la banque les produits de son industrie.

Toutefois, si le parcours excédait de 1,000 mètres la distance à parcourir de l'atelier du producteur au siège de la banque, celle-ci se chargerait du transport.

Art. 24. Tout crédit de l'ordre n° 2 souscrit au profit de la banque des mandats d'annuité, de telle sorte qu'il devra amortir sa dette dans un délai qui ne pourra excéder six ans.

Art. 25. L'emprunteur affectera, en deuxième hypothèque, au paiement des annuités ci-dessus, tous ses produits présents et futurs, et, en outre, les outils et instruments qui proviendront des prêts de la banque.

Art. 26. Il y aura lieu à revendication desdits outils et instruments dans les cas ci-après :

1° Si l'emprunteur les détériore outre mesure ;

2° Dès que deux de ses mandats auront été protestés.

Art. 27. Tout crédit de l'ordre n° 3 affectera au profit de la banque, en troisième hypothèque :

1° Tous ses produits présents et futurs ;

2° Tels objets mobiliers qui seront désignés, au cas qu'il en possède et que la banque l'exige ;

3° Les valeurs quelconques qui pourraient lui échoir dans l'avenir.

Art. 28. Quiconque désirera être admis au crédit de la banque, devra déclarer, par engagement spécial, qu'il adhère pleinement à ses statuts.

## MODÈLE D'ENGAGEMENT.

1° Je reconnais avoir reçu de la Banque hypothécaire du Travail de Paris tant de mandats de crédit, portant les numéros ..... et formant ensemble la somme de ..... francs.

2° Lesdits mandats m'ont été prêtés à titre de fidéi-commis ; c'est-à-dire, à la condition expresse de me procurer des matières, outils, instruments propres à l'exercice de telles ou telles professions. Je les emploierai selon le vœu de la banque.

3° Je n'aliénerai, ni ne vendrai, ni ne détériorerai aucun des objets qui, directement ou indirectement, proviendraient du fidéi-commis ; je les considérerai comme propriété de la banque, jusqu'à ce que je me sois libéré envers elle.

4° Je livrerai mes produits à la banque, au fur et à mesure

de la fabrication, sous les réserves, de la manière et dans le délai indiqué par les statuts.

5° Je me soumetts à toutes les charges, clauses et conditions, à tous hypothèques, revendications et dommages-intérêts que de droit, prévus ou non prévus par les statuts.

Nous croyons être en mesure de réfuter dès aujourd'hui toutes les objections qui attaqueraient notre projet dans ses articles constitutifs et fondamentaux. Nous provoquons toutes les objections et toutes les lumières.

Le journal la Presse donne aujourd'hui son programme électoral. Le bout de l'oreille de la contre-révolution perce déjà. La Presse demande le marc le franc ; en d'autres termes, ce journal exclut du droit de suffrage quiconque ne se trouve inscrit au rôle de l'une des quatre contributions directes.

Il résulte du programme de la Presse que cette feuille condamne à l'ilotisme politique plus des trois quarts des Français. Les rédacteurs des Droits de l'Homme seraient complètement éliminés : ils ne sont ni contribuables au mode direct, ni bacheliers.

Il n'y a que deux mots pour caractériser de telles idées : trahison ou démence !

— Le journal la Presse a été tirée hier à 71,000 exemplaires.

— Le moment est-il bien choisi pour imposer à la presse démocratique le baïllon du timbre ?

## AUX CLUBS.

Frères et amis !

La situation est grave. Tâchons de circonscrire le cercle de nos discussions, pour concentrer tous nos efforts sur les questions capitales. Qui trop embrasse mal étreint. Avant de parler de l'idéal, songeons à assurer les principes vitaux de notre chère République. Frères, voici ces principes :

1° Droit de réunion et d'association ;

2° Liberté illimitée et sans aucune entrave de la parole et de la presse ;

3° Suffrage universel direct et absolu ;

4° Exclusion des fonctions publiques les hommes suspects soit sous le rapport de la probité, soit sous le rapport du civisme républicain, soit sous le rapport de la capacité républicaine.

5° Armement immédiat et habillement uniforme de tous les citoyens valides âgés de 18 ans.

Le Gouvernement demande à l'archevêque de Paris des prières pour les morts de notre Révolution, et sa bénédiction pour les vainqueurs.

Les citoyens morts pour la République n'avoueraient pas les prières de ses ennemis, ils ont dans tous les cœurs vraiment républicains des mausolées impérissables.

Quant aux vainqueurs survivants, nous demandons pour eux trois choses : du pain ! du pain ! du pain ! Le pain du corps, le pain du cœur et le pain de l'esprit.

M. Genoude a reçu hier notification du jugement qui le condamne pour refus de l'impôt. Ce jugement commence par ces mots :

« Louis-Philippe, roi des Français, à tous présents et à venir, salut. »

Voici les chaleureuses paroles par lesquelles un des journaux les plus accrédités de l'Angleterre, le The Sun, salue l'avènement de notre République :

« Après une lutte de plus de soixante ans, à travers les alternatives de plusieurs constitutions, et la chute de trois dynasties, à travers les périls du dedans et du dehors suscités par les traites et les coalitions ; en dépit d'armées ennemies et de factions conspiratrices, du despotisme et de la trahison, le génie du patriotisme a encore une fois triomphé : le génie de la liberté est demeuré victorieux ! Enfin, la France est libre !

« Emus comme nous le sommes à la nouvelle du prodige qui vient de s'accomplir à Paris, il nous est difficile d'en relater les phases avec calme et régularité. Braves Français ! vous vous



êtes montrés dignes du siècle et de l'histoire. L'Angleterre voit les progrès de votre révolution avec un intérêt profond et fraternel. Que votre modération dans la victoire égale votre valeur dans le danger!

« Animés par leurs succès, les Parisiens ont marché sur les Tuileries, qui bientôt sont tombées en leur pouvoir. Comme un splendide trophée, le trône a été promené à travers la ville par une foule immense chantant la *Marseillaise*. La monarchie française n'était plus seulement vaincue, elle était anéantie.

« On a dit que Louis-Philippe avait abdiqué; non, il a été détrôné! Celui qui était hier roi de France, redevenant Louis-Philippe, duc d'Orléans, abdiquait en faveur de son petit-fils le comte de Paris. D'abord, l'acceptation du monarque enfant a été sérieusement discutée à la Chambre... Les deux régences proposées ont été également rejetées, et un gouvernement provisoire installé à l'Hôtel-de-Ville.

« Nous avons un avant-goût d'une république pour la France de 89, de 92, de 1830, de 1848. En effet, Ledru-Rollin n'est-il pas républicain? Garnier-Pagès n'est-il pas républicain? Marast n'est-il pas républicain? Et Louis Blanc, l'historien de la *Révolution française*, Arago, le plus grand astronome de l'Europe, Lamartine, le noble, l'éloquent panégyriste des Girondins, ne sont-ils pas aussi républicains? Gloire donc aux Parisiens d'avoir reconquis leur liberté en présence d'une armée de cent mille hommes, brisé le trône, chassé de son palais un tyran traître et parjure, et d'avoir élevé à sa place le triple symbole du peuple: LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ. »

# IL FAUT BIEN S'ENTENDRE.

Quand nous demandons la liberté absolue de la parole et de la pensée, nous ne demandons pas seulement la liberté de parler et d'écrire, *en se conformant aux lois*, comme ci-devant. Nous revendiquons un *droit absolu*. La seule restriction qu'il comporte, la voici :

« La parole et la presse pourront être réprimées par la loi pénale : — 1° lorsqu'elles auront fait un appel direct et formel à l'insurrection; 2° lorsqu'elles auront été convaincues de calomnie. »

Donc, sont abrogées de plein droit toutes lois restrictives ou préventives quelconques. Ces lois vandales, reste impur de la tyrannie et de l'ancien régime, à quoi pourraient-elles servir aujourd'hui, sinon à emmailloter et décolorer la pensée, à étrangler la vérité, à paralyser le génie, à pétrifier la science? Elles ne profiteraient qu'aux abus, dont elles deviendraient le palladium.

La presse, comme la parole, sont de vastes creusets où il faut tout jeter, le vrai comme le faux; car bientôt la fausse monnaie de l'erreur se sépare de l'or pur de la vérité et en fait ressortir l'éclat. Les erreurs qui circulent au grand jour ne sont point à craindre : on peut, dès leur apparition, les combattre et les détruire; aux prises avec la vérité, elles succombent bientôt. Les seules erreurs redoutables, ce sont celles qui se couvent en secret, sans contrôle, sans contre-poids, leur explosion est toujours néfaste.

La presse, objecte-t-on, n'est pas toujours juste et modérée; la parole non plus. Qui le nie?... Mais à qui la faute? Au régime compressif. Voyez plutôt la république des États-Unis... Quand la parole est commune à tous, on s'habitue à la modération et à la décence; la soupape une fois ouverte, la machine n'éclate plus : elle jette des torrents de lumière. D'ailleurs, qui mieux que la parole et la presse savent guérir les blessures qu'elles ont faites?

Encore une fois, laissez, laissez libre carrière aux chercheurs d'idées : rien n'aime l'ordre comme la pensée, rien n'est calme comme la science, rien n'est patient comme l'espérance! LAMARTINE l'a dit :

Non! non! l'humanité ne vit pas d'une idée;  
Elle éteint chaque soir celle qui l'a guidée;  
Elle en allume une autre à l'immortel flambeau!

Quand le peuple s'élance pacifiquement, mais résolument vers l'avenir, n'est-ce pas une effroyable imprudence que de vouloir lui barrer le chemin?

Le gouvernement de Louis-Philippe l'a tenté; le char de la liberté l'a écrasé sous ses roues. Aujourd'hui nous n'avons rien à craindre de semblable : le gouvernement des barricades sait que son rôle est d'éclairer et non d'étouffer; que, loin de l'entraver, la presse peut lui servir d'auxiliaire invincible.

Ces lignes ne sont donc point une menace : c'est un avis. Nous ne sommes nullement hostiles au gouvernement provisoire; mais nous sommes jaloux, comme des Athéniens, de la plus précieuse de nos libertés.

Les soutenir, les éclairer, les pousser dans la voie du progrès : voilà notre ligne de conduite à l'égard des pouvoirs publics.

On objecte que le Gouvernement est trop pauvre pour le moment pour redresser les justes griefs dont on se plaint, pour opérer la plupart des réformes qu'on lui demande et dont il reconnaît la nécessité et l'urgence.

Les réparations sont lourdes, j'en conviens; mais les ressources sont immenses. Qui peut calculer ce que coûte à la

patrie commune la lèpre du paupérisme? Des lois sociales bien entendues et basées sur la liberté extirperaient le paupérisme *subito*. Nous reviendrons sur ce chapitre dans le prochain numéro.

M. Xavier Durieu a remis aujourd'hui l'adresse suivante au gouvernement provisoire :

## SOCIÉTÉ RÉPUBLICAINE CENTRALE.

RÉSOLUTION DU 1 MARS 1848.

La Société centrale républicaine proteste contre le décret du Gouvernement provisoire qui rétablit le timbre. Cette mesure forme un douloureux contraste avec la déclaration qui a proclamé la liberté complète de la pensée et sa libération de toutes entraves. Une telle atteinte à la première, à la plus précieuse des libertés, jette dans le pays de vives inquiétudes; nous ne doutons pas que le Gouvernement provisoire ne s'empresse de les apaiser, du moment où des Citoyens dont le républicanisme est notoire lui en auront signalé la portée. Le Gouvernement provisoire déclare qu'il n'a pas le droit de rapporter une loi. Il n'est personne en France qui puisse admettre un pareil argument; il est réfuté par la révolution du 24 février, qui a brisé un trône, et par le Gouvernement provisoire lui-même, qui a brisé une Charte. On ne pourrait concevoir, dans la France républicaine, qu'on eût pour une loi fiscale oppressive de la liberté de penser le respect qu'on n'a pas eu — et à bon droit — pour un trône et pour une charte. Le Gouvernement provisoire parle au nom du trésor public; il dit que le trésor ne peut renoncer à ses ressources. Nous répondrons en principe qu'un gouvernement central peut, dans les jours de crise, s'adresser au patriotisme et à la bourse des Citoyens; mais qu'il ne doit jamais toucher à leurs libertés. Nous répondrons en fait que pour combler le vide creusé dans le trésor par l'abolition du timbre, il n'a qu'à s'adresser au crédit public, qui, certes ne lui fera pas défaut. Ne peut-il pas, d'ailleurs, se créer des ressources en réduisant les traitements exorbitants, et en supprimant toutes les sinécures? Nous ne doutons pas que le Gouvernement provisoire ne s'empresse de rapporter un décret qu'on était loin de prévoir, il y a quelques jours à peine, le lendemain du 24 février.

Hier, à dix heures, une réunion de journalistes s'est tenue dans les bureaux du *Courrier Français*, pour délibérer sur les mesures à prendre à l'occasion du décret du Gouvernement provisoire relatif au timbre des journaux.

La Réforme,  
Le Courrier Français,  
L'Union,  
La République,  
L'Estafette,  
La Presse,  
Le National,  
Le Constitutionnel,  
La Démocratie pacifique,  
Le Charivari,  
La Gazette des Tribunaux,  
La Gazette de France,  
Le Représentant du Peuple,  
La Patrie,  
Le Commerce,  
Le Droit,  
Le Peuple constituant,  
La Revue indépendante,  
Le Populaire,

étaient représentés dans cette réunion.

Après discussion, il a été décidé, à l'unanimité moins une voix, qu'une démarche collective officielle et verbale serait faite immédiatement auprès des membres du Gouvernement provisoire, pour lui exposer les motifs et le résultat de la réunion.

Les journalistes se sont rendus en corps et par une pluie battante à l'Hôtel-de-Ville.

Les membres du Gouvernement provisoire étant absents, les journalistes ont été reçus par M. Pagnerre, secrétaire général, qui s'est chargé d'avertir le Gouvernement provisoire de cette démarche, et les journalistes se sont séparés à une heure du matin.

Aujourd'hui, à cinq heures et demie, le Gouvernement provisoire a reçu les journalistes, qui lui ont présenté leurs observations. Le Gouvernement a répondu, par l'organe de M. Garnier-Pagès, qu'il prenait en sérieuse considération cette démarche unanime de la presse; qu'il n'avait jamais eu l'intention d'apporter la moindre entrave à la liberté d'écrire; qu'il ne s'était préoccupé que des nécessités financières de la situation présente, et que, du reste, un arrêté allait paraître, qui expliquerait le décret d'hier de façon à prévenir toutes les inquiétudes que ce décret avait pu soulever. M. Pagnerre a donné lecture de l'arrêté. Il paraîtrait que le Gouvernement provisoire a promis de proposer à l'Assemblée constituante de décréter la liberté illimitée de la presse.

Nous ne doutons nullement des intentions du Gouvernement. Mais cela ne donne point aux Républicains une satisfaction pleine et entière; en voici les raisons :

1° Ce n'est point par un décret que la *liberté de la parole et de la presse* doivent vivre. Ces libertés sont de droit fondamental; elles sont supérieures à tous les décrets et à toutes les constitutions du monde. Les pouvoirs publics doivent se borner à les proclamer et à les promulguer.

2° Attendre pour cela l'Assemblée de députés du peuple, c'est un anachronisme. C'est mettre les bœufs après la charrue, qu'on me passe cette comparaison triviale.

C'est aujourd'hui même que la presse doit commencer à agir sur nos 44 mille communes de France le flambeau des idées, les lumières omniformes de la discussion publique. Or, comment en serait-il ainsi, si la presse déjà établie a seule la parole? Cette presse, privilégiée en quelque sorte par le fait de sa priorité, aurait trop d'avantage pour façonner à son image autant que possible l'opinion publique, à l'exclusion de la presse du prolétariat.

Le peuple est pauvre, très-pauvre. Les journaux du prolétariat seraient étouffés dès leur naissance, et même dans leur germe. Le public de France n'entendrait donc que quelques-unes des parties intéressées au procès, quand il a le droit de les entendre toutes. Le jugement du pays demeurerait entaché de lésion, et frappé par conséquent de nullité radicale.

Les conséquences nous inquiètent. Le gouvernement républicain n'est décrété que sous réserves de ratification par les députés du peuple. Qui nous donne la conviction que nulle voix, en vertu de son inviolabilité de Représentant du Peuple, ne s'élèverait en faveur du COMTE DE PARIS? Serait-il sage de s'exposer à des éventualités qui ne laisseraient aux vrais républicains que l'alternative de la tyrannie ou d'un 31 Mai?

— Ce fut le duc de Montpensier qui annonça à Dreux à l'auguste famille la déchéance. Ils furent tous consternés. L'ex-roi avait à peine traversé la forêt d'Anet, que les ouvriers d'une papeterie voisine arrivaient sur la route avec l'intention de l'arrêter.

— Au moment de la fuite de Louis-Philippe des Tuileries, il fut entouré par le peuple. Le 2<sup>e</sup> de Cuirassiers était impuissant à le soustraire aux vengeances du Peuple. Un officier s'écria : « Messieurs, épargnez le roi! » A quoi une voix de Stentor sortie de la foule répondit : « Qu'il parte! » Oui, oui, qu'il parte! devint le cri général. Que de générosité vis-à-vis de tant de cruauté et de démenace!

— La fuite de Louis-Philippe a été si rapide et si imprévue qu'il fallut faire pour lui à Trianon une collecte qui produisit deux cents francs. Ce fut avec cette somme qu'il put prendre la route d'Eu, où il s'est embarqué pour l'Angleterre, et où il trouvera les millions envoyés à l'étranger par sa prévoyance. Il paraît qu'après avoir été forcé par la tempête de relâcher à Jersey, il est débarqué à Brighthelm. Le duc de Nemours et la duchesse de Montpensier l'attendent déjà à Londres.

On ignore ce qu'est devenu le reste de la famille.

M. Guizot serait, dit-on, débarqué à Douvres, après avoir essuyé une effroyable tempête. Deux passagers et un matelot ont péri dans la traversée.

Montebello est à Londres.

— Le Gouvernement vient de faire afficher un décret qui met en accusation les ministres du dernier cabinet de Louis-Philippe.

— Les 37 prolétaires de Buzançais, détenus à la prison centrale de Limoges, ont été délivrés par la commission provisoire républicaine et par plus de 3,000 ouvriers, aux cris mille fois répétés de : *Vive la République!*

Les cachots rendent leurs victimes; l'échafaud rendra-t-il les siennes? Hommes criminels! hommes sans entrailles! où en seriez-vous aujourd'hui, si tous les prolétaires torturés revendiquaient contre vous la loi du talion?

AUTRICHE. D'après une correspondance adressée de Vienne à la Gazette de Cologne, la famille impériale d'Autriche aurait mis environ 215 millions de francs (100 millions de florins) à la disposition du trésor pour faire face aux éventualités d'une guerre. La branche impériale d'Este seule figurerait dans cette contribution spontanée pour la somme énorme de 30 millions de florins. Il est évident que l'Autriche, pressée de tous côtés par un cercle de révolutions, se prépare, en désespoir de cause, à jouer sa dernière carte, avec la presque certitude de perdre la partie.

Le Rédacteur-Gérant.  
T. DEZAMI.

IMPRIMERIE DE ÉDOUARD BAUTRUCHE,  
RUE DE LA HARPE, 90.